

# La libre circulation des personnes est essentielle pour l'économie

Il y a longtemps que l'économie suisse ne peut plus se passer des travailleurs étrangers. Ceux-ci couvrent aujourd'hui près de 29%

des offres d'emploi. L'économie suisse est tributaire de l'immigration de main-d'œuvre étrangère depuis des décennies.

La libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne répond à cette nécessité conformément aux principes de l'économie de marché et constitue aujourd'hui un avantage compétitif crucial pour notre pays. La plupart des chefs d'entreprise estiment qu'il est important de pouvoir recruter des employés sur le marché du travail européen et cherchent avant tout à engager des étrangers disposant de bonnes qualifications. Les effets secondaires de l'immigration doivent être atténués à l'aide de mesures ciblées.



**Valentin Vogt**  
Président de l'Union  
patronale suisse

Manifestement, des disponibilités suffisantes en personnel qualifié sont devenues un atout comparatif décisif pour notre pays. Leur importance s'est encore accrue avec la modification des structures économiques et de l'emploi: les fonctions exigeantes et autonomes sont en pleine croissance, alors que les activités simples et répétitives tendent à diminuer. Même si elles exploitaient totalement le potentiel du marché suisse en faisant des efforts de formation ou en usant d'autres moyens, nos entreprises seraient confrontées à une pénurie de chercheurs, de cadres et de spécialistes. Il est donc impératif pour elles de pouvoir recruter en Europe et – de façon sélective – sur le marché mondial du travail. L'évolution démographique renforcera encore cette dépendance envers l'étranger dans les prochaines années, .

## Une immigration pilotée par la demande

Le régime de la libre circulation des personnes – soit l'ouverture du marché de l'emploi étendue à l'UE – est la réponse de l'économie de marché à ce besoin. Il assure que les travailleurs qui immigreront en Suisse sont, en premier lieu, ceux dont le pays a effectivement besoin. Ce pilotage de la demande se reflète dans la modification frappante des qualifications présentées par les immigrants: alors que seuls 51% d'entre eux avaient un diplôme d'études secondaires entre 1986 et 1994, cette proportion se situait aux alentours de 83% entre 2002 et 2010. La quote-part des personnes au bénéfice d'une formation tertiaire est même passée de 15 à 51% entre les deux périodes analysées! Cette évolution n'est pas remise en cause par le fait que l'UE continue de nous fournir en main-d'œuvre peu qualifiée, cette dernière remplaçant, dans une large mesure, les migrants qui venaient autrefois de pays tiers.

Les adversaires de la libre circulation des personnes souhaitent que la Suisse puisse à nouveau gérer de façon autonome l'immigration en provenance des pays de l'UE. Cependant, des règles d'accès unilatérales ne constituent pas une solution de rechange valable à la libre circulation des personnes. Ce retour au régime des contingents, tel que nous le connaissons encore pour l'immigration en provenance des États tiers, conduirait

à une bureaucratie fastidieuse et à une incertitude dans la prise de décisions aussi bien pour les entreprises que pour la main-d'œuvre étrangère. L'allocation des travailleurs se fonderait (de nouveau) sur des décisions des autorités plutôt que sur les besoins des entreprises, ce qui impliquerait un retour de la politique de l'emploi suisse à l'époque des années peu prospères précédant l'introduction de la libre circulation des personnes.

## Combattre les effets secondaires de manière ciblée

Si ces considérations liées à la politique de l'emploi parlent clairement en faveur du maintien de la libre circulation des personnes, il ne faut pas perdre de vue ses effets secondaires. C'est pour éviter les abus que des mesures d'accompagnement ont été introduites en même temps que la libre circulation, puis renforcées. Ce dispositif est efficace. Quoi qu'il en soit, les rapports annuels sur les effets de la libre circulation des personnes et sur l'application des mesures d'accompagnement montrent bien que ce régime n'a pas créé de distorsions notables, que ce soit sur le marché de l'emploi ou dans le domaine des assurances sociales.

Ce bilan globalement positif n'est pas non plus fondamentalement remis en question par les effets secondaires de la libre circulation sur le marché immobilier, sur les infrastructures ou dans la société. Les immigrants ne sont pas la principale cause des problèmes toujours plus aigus observés dans ces domaines; ils ne font que les renforcer et accélérer une situation préexistante. Des mesures ciblées doivent par conséquent être prises dans les domaines concernés afin de résoudre ces problèmes. Les attaques contre la libre circulation des personnes, en particulier les initiatives de l'UDC et d'Ecopop contre l'immigration, constituent dans tous les cas une mauvaise option. ■